

L'argent pour ou contre les hommes

Nous publions ici la première partie des travaux de Paul Boccara sur « L'argent pour ou contre les hommes ». La partie II, « Systèmes monétaires et financiers en relation avec les phases de période moyenne de l'économie, du début de la crise systémique jusqu'aux années 1990 » sera publiée dans notre prochain numéro, qui consacrera par ailleurs un dossier complet à l'argent des entreprises, des fonds publics et sociaux, des banques et des marchés financiers. Et la partie III, « Tensions et antagonismes originaux dans les années 1990 de l'argent contre le développement des hommes exigé par la révolution informationnelle ; propositions pour construire un dépassement », paraîtra dans le numéro suivant.

Au milieu des années 1990, dans les conditions d'exaspération de la crise systémique et de montée d'aspirations très nouvelles, au plan économique (1), la question cruciale est sans doute celle des relations et antagonismes à dépasser entre les processus concernant l'argent et la finance (monnaie et titres), d'un côté, les exigences d'un développement nouveau de toute la population (dépenses sociales et emploi), de l'autre.

Comme à l'issue des précédentes longues phases de difficultés systémiques (telle celle de l'entre-deux-guerres), la rupture avec les divers cercles vicieux de tendance dépressive suppose des transformations profondes. Ces transformations devraient permettre, en créant de nouvelles conditions d'utilisation de l'argent et de la finance, d'en finir avec la croissance financière amplifiée et largement parasitaire du capital pour le capital, sous forme d'accumulation de tendance spéculative des monnaies et des titres pour eux-mêmes. Cette croissance financière va de pair avec le freinage de la croissance réelle de la production et des services ainsi qu'avec l'opposition à l'emploi ou aux exi-

gences nouvelles de développement des hommes.

Mais aussi, l'originalité de la crise systémique en cours serait telle que, en liaison avec les conditions des débuts de la révolution informationnelle, des transformations beaucoup plus radicales que par le passé seraient nécessaires, face à des antagonismes « capital/travail » eux-mêmes exacerbés. Il s'agirait de commencer à faire prédominer le développement des hommes sur celui des capitaux en maîtrisant enfin les marchés du travail et de la finance et en développant non seulement des corrections étatiques nouvelles du jeu des marchés, mais des mutualisations sociales et des concertations autogestionnaires bien plus novatrices.

C'est dans cet esprit qu'on peut considérer les tendances et tensions nouvelles de la phase intermédiaire des années quatre-vingt-dix à l'intérieur de la longue phase de difficultés actuelle, ses enjeux et les propositions de construction d'une mixité radicalement novatrice concernant l'argent pour et non contre les hommes. Mais auparavant, il convient de considérer, à grands traits, de façon rétrospective, les phases intermédiaires antérieures de la crise du système monétaire-financier mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et de ses transformations, en relation avec les processus de la crise du système économique d'ensemble.

I - Système monétaire-financier et système économique d'ensemble avant la longue phase de difficultés en cours

Il s'agit d'évoquer et de caractériser, tout d'abord, très succinctement, les systèmes monétaire et financier ainsi que leurs relations avec le système économique d'ensemble dans la dernière longue phase ascendante (de 1945 à 1967 environ), marquée par une forte croissance.

1. LE SYSTEME MONETAIRE : L'ARGENT DISPONIBLE ET SA CREATION PLUS OU MOINS INFLATIONNISTE

L'argent ou la monnaie permet les comptes des richesses échangeables, la circulation des marchandises, la constitution de réserves très mobiles de richesses et l'accumulation des capitaux.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la monnaie prend la forme :

1. de BILLETS, émis par la Banque de France nationalisée ou étatisée en 1946, désormais à cours forcé (on ne peut plus les refuser en demandant de l'or), tout en étant des symboles d'or ;
2. d'OR dans les réserves des banques et des riches particuliers ;
3. de JEUX D'ECRITURES, écritures des banques et des institutions financières et pas seulement des chèques.

La monnaie (ou l'argent) correspond à des richesses réelles produites et vendues contre de la monnaie, prenant la forme de revenus monétaires, versés d'abord par les entreprises (salaires et profits), ou de fortunes monétaires accumulées.

On pourrait ainsi distinguer :

- l'argent des entreprises non financières ;
- l'argent des ménages, capitalistes ou salariés ;
- l'argent de l'Etat (et des collectivités territoriales) à partir des impôts et des emprunts ;
- l'argent des banques et institutions financières.

Bien entendu, les propriétés et richesses réelles des mêmes agents ne comprennent pas seulement de la monnaie.

Mais aussi l'argent peut être créé par les banques et institutions financières, à partir des richesses réelles existantes, et encore au-delà d'elles. Il ne s'agit pas seulement des billets de la BANQUE DE FRANCE, émis en contrepartie de l'or et des devises étrangères déposés chez elle (l'or et les devises elles-mêmes ne circulent pas comme monnaie légale en France) et même au-delà afin de permettre des prêts ou crédits. Il s'agit de plus en plus de la création de monnaie par les jeux d'écritures des BANQUES COMMERCIALES, quand elles ouvrent des crédits à partir des dépôts déjà effectués chez elles, bien au-delà des dépôts initiaux. Cela constitue même, aujourd'hui, l'écrasante majorité de la monnaie. En effet, quand l'argent d'un dépôt est prêté, il est en fait redéposé avant d'être dépensé (par l'ouverture d'un crédit par exemple). Cela ajoute un deuxième dépôt et augmente la monnaie disponible (au-delà de la somme du premier dépôt, restant elle aussi disponible pour le déposant initial).

Bien sûr, il y a deux limites à cette création de monnaie : une directe, la nécessité de rembourser ou de servir selon leurs demandes les déposants ; une indirecte, l'inflation excessive et les mesures de correction qu'elle peut imposer. L'INFLATION SIGNIFIE « ENFLURE » GÉNÉRALE DES PRIX, liée notamment à l'enflure de la création de monnaie par rapport aux limites de la production réelle et des marchandises qu'elle fait circuler. Une inflation importante peut provoquer la surproduction (par exemple si les salaires ne suivent pas la hausse des prix), les difficultés de l'exportation, la baisse de la valeur internationale de la monnaie nationale, etc... Mais une faible inflation accompagne en général une croissance capitaliste soutenue de la production : le crédit, anticipant la croissance de la production, étant sans cesse compensé par cette croissance de la production et des revenus réels.

2. LE SYSTEME ECONOMIQUE ET LE SYSTEME FINANCIER : FACILITES PUBLIQUES POUR LA CROISSANCE REELLE OU PREDOMINE L'ACCUMULATION DE CAPITAL MATERIEL

En effet, dans le système capitaliste, l'avance par les entreprises des capitaux pour produire — avance de moyens maté-

riels et avance de salaires — se fait non seulement à partir des profits en monnaie, déjà réalisés à partir des ventes antérieures, ainsi que des récupérations des avances, mais aussi grâce aux crédits (remboursés par les profits et récupérations futurs). Cela permet de mobiliser rapidement de grandes sommes pour les productions les plus rentables.

Cependant, l'endettement des entreprises prend diverses formes très différentes. Il s'agit principalement, pour simplifier, soit de CREDITS BANCAIRES, soit D'OBLIGATIONS PLACEES SUR LE MARCHE FINANCIER. Notons que le placement des ACTIONS (aux dividendes variant avec le bénéfice) sur le marché financier permet de lever les capitaux propres (et non empruntés) des sociétés par actions. Le système financier concerne, en principe, la création de titres et leur vente contre de la monnaie (obligations, actions, etc.), y compris les obligations d'Etat émises par le Trésor public.

Déjà, à l'issue des longues phases de difficultés des crises systémiques précédant celle de l'entre-deux-guerres, la reprise de la croissance soutenue de longue période s'était tout particulièrement appuyée, non seulement sur le dégonflement relatif de la croissance financière (en or et en titres) mais surtout sur l'élaboration de facilités nouvelles du crédit et du financement pour la production réelle, comme par exemple la réduction des taux d'intérêt liée au remplacement d'or par du papier-monnaie symbolique au plan national.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, puis durant la longue phase ascendante qui la suit, les innovations monétaires et financières ont concerné principalement trois ensembles :

1 - LA MONNAIE SYMBOLIQUE A COURS FORCE, en liaison avec l'étatisation des banques d'émission ou banques centrales, comme la Banque de France. Cela favorise les soutiens du prêteur en dernier ressort qu'est la Banque centrale aux financements de type public (adossés au Trésor) et à la création monétaire par les banques de dépôts (nationalisées en France) avec l'éviction totale de l'or de la circulation monétaire intérieure. Cela est complété par l'instauration du FMI (2).

2 - LA CONVERSION FACILITEE EN MONNAIE ou monétarisation (prise en pension dans les banques de dépôts nationalisées et réescompte à la Banque de France) de titres permettant des INVESTISSEMENTS, de TITRES publics (bons du Trésor), puis par la suite des titres de crédit d'équipement

à moyen terme. Cela favorise l'investissement public (notamment dans les entreprises industrielles nationalisées) et l'investissement privé en moyens matériels.

En même temps, recule comme jamais le marché financier, même si les banques d'affaires (contrôlant des sociétés importantes et gérant de grands fonds d'actions) restent privées.

3 - LES PRELEVEMENTS MUTUALISES DE LA SECURITE SOCIALE sur les entreprises, assis sur les salaires, mutualisant et garantissant certaines dépenses nécessaires des travailleurs (à l'opposé des règles du marché du travail et aussi des simples dépenses étatiques). Par la suite, l'instauration de L'IMPOT DE LA TVA favorise encore l'accumulation en moyens matériels (déduction des moyens matériels déjà achetés, utilisés, de la taxation de la production). L'importance DES INSTITUTIONS FINANCIERES SPECIALISEES devient considérable, car elles bénéficient de clients captifs avantageux (par exemple fonds de la Sécurité sociale ou encore fonds de Caisse d'Épargne pour la CAISSE DES DEPOTS). Elles participent au financement de type semi-public par exemple pour les collectivités locales, le logement social, les infrastructures prévues par le Plan.

Le développement nouveau de l'influence étatique sur la monnaie ainsi que des financements public, semi-public et parapublic (ou même mutualisé) en liaison avec le cours forcé des monnaies et l'étatisation de la Banque centrale, en France comme dans tous les pays, présente deux faces contradictoires.

D'un côté, avec la SALARISATION MASSIVE de la société et le plein emploi ainsi qu'avec la chéquisition graduelle de tous les salariés, les dépôts liquides des salaires sans intérêt favorisent le CREDIT A BON MARCHE (y compris l'épargne forcée de l'inflation modérée amputant légèrement les revenus salariaux croissants). Progresse en même temps la masse des salaires et aussi les dépenses de développement des hommes, publiques ou mutualisées (santé, éducation, logement social, etc.).

D'un autre côté, la NON-RECLAMATION DE RENTABILITE par les fonds du financement public et la réduction de réclamation de rentabilité du secteur public et nationalisé, financier ou industriel, favorisent le relèvement des taux de profit du secteur privé largement majoritaire, et notamment des groupes monopolistes privés, dans cette économie mixte à prédominance privée considérable. Cela va stimuler L'ACCUMU-

LATION PREDOMINANTE DES CAPITAUX MATERIELS PRIVÉS MAIS AUSSI PUBLICS, tendant, de plus, à prédominer sur la progression des salaires. Cela va conduire de nouveau à l'excès d'accumulation et d'exploitation et donc aux difficultés de rentabilité durables de la suraccumulation du capital de longue période, caractérisant le passage à la longue phase de difficultés systémiques.

3 - REGULATEUR DU TAUX DE PROFIT EN MONNAIE. ARTICULATION DU RÔLE DE « L'ARGENT FAISANT DE L'ARGENT » AU TYPE DE PROGRESSION DE LA PRODUCTIVITE ET A SA CRISE SYSTEMIQUE

La longue phase de difficultés de la crise systémique exprime, comme les précédentes, une crise de la progression de la productivité du travail de type capitaliste, en articulation intime avec le rôle de l'argent faisant de l'argent comme forme générale du capital dominant le mode de production.

Le type capitaliste de croissance de la productivité du travail total, lié à la progression des machines-outils remplaçant les mains des travailleurs, consiste à augmenter les dépenses en travail passé ou mort, contenu dans les moyens matériels de production, pour remplacer des travailleurs en économisant bien davantage les dépenses en travail vivant présent, servant les machines. Mais à la longue il y a trop de dépenses en travail mort et trop d'exploitation du travail vivant (renvoyant à l'élévation de la différence entre les salaires et la valeur ajoutée pour produire le profit, source de l'accumulation en moyens matériels de production) déclenchant une crise de la progression de la productivité du travail total (mort + vivant). La diminution du travail total nécessaire pour une même production (qui exprime la croissance de la productivité) est de plus en plus faible. Les coûts des capitalistes deviennent excessifs et les taux de profits tendent à baisser durablement, même si tout d'abord ils sont gonflés artificiellement en prix.

Il ne s'agit pas seulement d'une crise de CROISSANCE de la productivité et des simples dépenses de travail total CONSOMME, mais plus largement d'une crise de la progression de la productivité avec tout le travail mort AVANCE, accumulé en moyens de production et aussi la qualité technique

concrète des moyens de production, des travailleurs, leur condition de formation et le travail etc.

L'argent rapportant de l'argent, comme forme générale du capital, correspond à ce type de progression de la productivité, car :

1. il permet les comparaisons entre ce que rapporte un salarié et ce que rapporte une machine, favorisant le remplacement des salariés si on dépense moins pour un même résultat en argent (provenant du produit) et on obtient donc un profit plus grand ;

2. la recherche de l'élévation du profit monétaire rapporté par un capital monétaire (grandissant comme fortune privée) ou de l'élévation du taux de profit, pousse à compenser l'accumulation accrue, en moyens matériels appropriés, par une productivité apparente du travail accrue et une exploitation accrue faisant pression sur les salaires et les conditions de travail des salariés.

Mais aussi, la forme « argent rapportant de l'argent » et le régulateur du taux de profit vont intervenir en exprimant les difficultés durables de la progression de la productivité et en poussant à certaines corrections visant à les surmonter.

Toutefois, ces efforts de correction pour relever le taux de profits menés avec une prédominance unilatérale en faveur des capitaux, vont déclencher des cercles vicieux d'approfondissement des difficultés, en les faisant trop supporter par les travailleurs, base de la production réelle, et en poussant à l'accumulation de l'argent rapportant de l'argent mais sans production réelle, de la croissance financière.

C'est ce que va manifester, tout d'abord, L'ACCELERATION DE L'INFLATION qui exprime les excès des prélèvements monétaires des capitalistes, par rapport aux limites de la croissance de la production réelle, limites dues à la crise de la progression de la productivité, et à l'insuffisance des profits en valeur sans le gonflement des valeurs par la hausse des prix. Les prélèvements inflationnistes des profits par la hausse des prix et de l'accumulation du capital par le crédit excessif relèvent les prix d'achat aussi pour les entrepreneurs capitalistes, qui vont devoir accélérer la hausse de leurs prix et l'appel au crédit. Cependant, cette inflation accélérée relevant les taux de profit et d'accumulation par rapport aux limites réelles, va déclencher une tendance à la surpro-

duction nouvelle (car les salaires ne suivent pas suffisamment) et donc de nouvelles difficultés du taux de profit. Cela va provoquer le début de la croissance proprement financière recherchant les profits spéculatifs sur l'or ou les devises, dont les cours changent avec l'accélération diversifiée des inflations nationales et le chômage massif en liaison avec le freinage de la croissance réelle.

Notons enfin que l'inflation accélérée comme ses conséquences expriment aussi, non seulement les conditions générales du tournant vers la longue phase de difficultés (analogues aux tournants des cycles de longue période historique précédents), mais encore les conditions systémiques originales du capitalisme monopoliste d'Etat en crise. Cela renverrait aux tout débuts de la révolution informationnelle avec les gâchis de matériels trop coûteux précédant la micro-informatique. Cela renverrait aussi aux soutiens publics nouveaux de la création de monnaie à cours forcé et des financements de type public (plus ou moins bureaucratiques) ayant désormais développé des gâchis matériels et humains ou du moins des dépenses devenant intolérables pour la rentabilité : qu'il s'agisse des entreprises publiques ou encore des dépenses publiques et mutualisées de développement des populations. ■

Paul Boccara

1. Plan de la reproduction matérielle sociale, étroitement reliée au plan anthropomorphe de la régénération des hommes, où s'intensifient aussi les blocages et les exigences de changement, particulièrement pour la nouvelle génération qui éprouve des difficultés généralisées devenant intolérables à s'insérer dans un travail stable et dans de nouvelles relations parentales autonomes, en ayant des enfants dans de bonnes conditions.

2. L'instauration du Fonds monétaire International (FMI), caisse commune des Banques centrales des pays adhérents, fait reculer l'utilisation de l'or comme monnaie internationale et facilite les prêts de devises, en complément de l'émancipation relative de l'or au plan interne. C'est dans ce sens qu'interviennent les droits de tirage en devises et les tranches en monnaie symbolique des quote-parts déposées des pays adhérents. Le fond a favorisé en fait le rôle dominateur du dollar.